



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 15 janvier 2009

Pressions immédiates sur Israël pour imposer l'arrêt des massacres

Alors que des ONG grecques bloquent 3000 tonnes de munitions dans le port privé d'Astakos, prêtes à partir en urgence pour Israël, des médecins norvégiens de l'ONG Norwac font état d'une aggravation de la situation sur Gaza :

« La question est désormais posée de savoir si cette guerre est le laboratoire des fabricants de mort. Se peut-il qu'au XXIème siècle on puisse enfermer 1,5 millions de personnes et en faire tout ce qu'on veut en les appelant terroristes ? »

Alors que la Convention de 1980 sur les armes conventionnelles interdit l'usage des bombes au phosphore contre les populations civiles ou contre les soldats installés en milieu urbain, de nombreux témoins, ONG ou organisations humanitaires présentes sur place, dénoncent l'usage par l'armée israélienne de bombes au phosphore et de bombes à l'uranium appauvri, sur le territoire de Gaza.

L'Union démocratique bretonne dénonce l'occupation sanglante de la Palestine et le blocus de Gaza, la violation de la Convention de 1980, les bonus diplomatiques et économiques favorisant l'escalade meurtrière israélienne depuis 2006 : rehaussement des accords entre l'Union Européenne et Israël sous la présidence française, augmentation de 45 % des exportations israéliennes vers le Canada en 2008, fourniture d'armes et aide annuelle de 3 milliards de dollars des USA...

Alors que le premier ministre israélien Ehoud Olmert et l'état-major militaire sont pour une intensification de l'offensive, les ministres israéliens des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et de la Défense, Ehoud Barak, sont partisans d'une trêve, dans l'attente d'un accord satisfaisant sur la sécurisation de la frontière avec l'Égypte et l'arrêt des tirs de roquettes palestiniens.

Au regard des récentes dérives meurtrières de l'Etat et de l'armée d'Israël, l'UDB rejoint la démarche de plus de 500 Israéliens dont de nombreux artistes et universitaires qui demandent « l'adoption de mesures restrictives et de sanctions immédiates ».

Mais l'urgence de l'heure consiste en l'arrêt des hostilités par un cessez-le feu conformément à la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire cesser les massacres des populations civiles.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
Mona Bras, porte-parole
Nicole Logeais, responsable des relations internationales**